



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



CRAMIF - Paris

Le 14 décembre 2023

Non à la loi Darmanin ! Face au racisme d'en haut, notre solidarité de travailleurs et travailleuses

La loi dite « Asile et immigration », dont le ministre de l'Intérieur Darmanin s'est fait le champion, n'a finalement pas été examinée à l'Assemblée nationale grâce à l'utilisation d'une astuce parlementaire la retirant de l'ordre du jour. Mais elle n'est pas enterrée pour autant. Car gouvernement, droite et extrême droite rivalisent de mensonges et d'infamie à associer immigration et criminalité. Mais pour nous travailleuses et travailleurs de tous les secteurs vitaux, les immigrés c'est nous-mêmes, ou nos voisins, proches et collègues. Et nous disons « non » au poison raciste secrété d'en haut !

La scélératesse au sommet !

Au fil des navettes entre le palais Bourbon et le Sénat, le projet de loi a été considérablement durci, remettant en cause l'acquisition de la nationalité par droit du sol pour les enfants nés en France de parents étrangers et le droit à l'AME, permettant à des sans-papiers de se faire soigner. De nombreux soignants et médecins ont dénoncé le scandale et annoncé qu'ils n'appliqueront pas une mesure contraire aux droits humains et à la santé publique ! L'Assemblée nationale adoptera-t-elle les propositions les plus abjectes ? Elle a en tout cas validé les limitations prévues au regroupement familial et la restriction des conditions (déjà très difficiles) ouvrant droit au titre « étranger malade » (qui ne représente que 2 % des titres de séjour accordés en France, soit 3280 en 2022). Les expulsions seraient encore facilitées. La plus grande scélératesse de Darmanin est d'associer délinquance et immigration, et d'avoir envoyé à des médias 4 000 « profils d'étrangers délinquants » qui pourraient être expulsés si sa loi passait. Procédé vraiment infâme de ce gouvernement, qui rivalise avec l'extrême droite pour tenter d'opposer les travailleurs les uns aux autres, pour tenter de nous détourner de la lutte collective pour nos salaires et nos conditions de travail. Cette politique raciste et réactionnaire pave la voie à l'extrême droite, et encourage ces groupuscules ultra-violents qu'on a pu voir à l'œuvre la semaine dernière à Romans-sur-Isère.

Le gouvernement français n'est pas le seul à pratiquer cette démagogie xénophobe : au Royaume-Uni, le gouvernement veut encore réduire les possibilités d'immigrer légalement. Il a annoncé que les soignants ne pourraient plus faire venir leurs familles, alors même que ce secteur manque de salariés.

Mais qui va construire les villes et garder les gosses ?

Ce sont aujourd'hui des travailleuses et travailleurs issus de l'immigration (comme une large partie de la classe ouvrière de ce pays) qui construisent les installations des Jeux olympiques, nettoient les couloirs du métro, changent les draps des vieillards dans les Ehpad, gardent les enfants ou sont à la plonge dans les restaurants. Travail essentiel à toute la société. Un dispositif important de cette loi porte sur la régularisation de ceux qui n'ont pas de papiers dans les métiers dits « en tension ». Mais ladite régularisation pourrait être soumise au pouvoir des préfets, qui pourraient s'y opposer en cas de « menace à l'ordre public » ou de « non-respect des valeurs de la République ». Autant dire que les prétextes seront légions pour priver des travailleurs et des travailleuses de leur titre de séjour, et permettre au patronat de les exploiter plus durement, par le chantage au retrait du titre de séjour et à l'expulsion. Voilà ce que veulent le patronat et le gouvernement à son service.

Le racisme d'État est une des facettes de la guerre de classe. Aucun travailleur, aucune travailleuse n'est illégale ! Les seuls étrangers sur cette terre ce sont les patrons et leurs serviteurs au pouvoir, les Darmanin et Macron ! Ne nous laissons pas diviser. Ceux qui soutiennent cette loi raciste sont les mêmes qui détruisent les services publics faute de moyens, les mêmes qui refusent toute augmentation générale des salaires, les mêmes qui soutiennent les bombardements des civils à Gaza. Travailleuses et travailleurs de tous pays, unissons-nous et manifestons partout en France contre la loi « Immigration » les 16 ou 18 décembre.

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

WEB : www.nouveaupartianticapitaliste.fr | INSTAGRAM : @npanouveaupartianticapitaliste | TWITTER : @NPA_NouvParAnti Imp.Spé.NPA

Pour augmenter nos salaires, il n'y a que la grève !

La politique salariale de la sécu est catastrophique. 1,5% d'augmentation c'est ce qu'avait proposé la direction. Autant dire que c'est loin d'être suffisant, sans même parler de l'inflation. La mise en place en octobre après décision unilatérale de l'UCANSS ne s'est même pas vue.

Il y a de quoi être en colère. Soyons toutes et tous en grève le 19 décembre et retrouvons nous devant l'UCANSS.

Quand l'Assurance maladie réprime à tout va pour réduire les effectifs

De plus en plus de salariés des Organismes d'Assurance maladie d'IDF se voient convoqués en Entretien préalable au licenciement pour un oui ou pour un non. Cela s'est accéléré lors des discussions sur la nouvelle COG et touche particulièrement certains services et départements. Coïncidence... ou volonté à peine voilée de fermer les services et départements concernés ?

Peut-être que nous voyons le mal partout, que nos directions ne sont pas si machiavéliques et que tout cela n'est qu'une énorme coïncidence !

A la CRAMIF, on cultive les CDD

Un travailleur est en CDD depuis 5 mois et demi ? Le collègue veut rester et le besoin dans le service est réel ? Pas de soucis, la direction a trouvé la solution. Trouver un autre travailleur et le prendre en CDD pour ne pas CDIser. La direction ne veut pas entendre parler d'un CDI supplémentaire. Alors au suivant !

Fraude sociale : la Caisse nationale des allocations familiales discrimine les précaires

Les bénéficiaires de la CAF sont-ils contrôlés sur la base d'un algorithme qui discrimine les plus précaires ? C'est ce qu'affirme La Quadrature du Net, une association de défense des libertés numériques qui explique : « Les dirigeants de la Cnaf profitent de l'opacité entourant l'algorithme pour nier son fonctionnement délibérément discriminatoire. » Dans sa lutte contre la fraude aux aides sociales, la Cnaf, qui gère les caisses d'allocations familiales, utilise depuis le début des années 2010 un algorithme pour identifier des bénéficiaires à risque et récupérer des « indus », c'est-à-dire des trop-perçus. Or, après avoir bataillé plusieurs années avant d'obtenir le feu vert de la Commission d'accès aux documents administratifs, La Quadrature du Net a publié deux versions de l'algorithme, celle utilisée entre 2010 et 2014 et celle utilisée entre 2014 et 2018, qui prouvent noir sur blanc que la Cnaf utilise des critères qui sont ouvertement discriminatoires envers les personnes touchant de faibles revenus, celles au chômage, les bénéficiaires d'aide sociales, celles résidant dans des quartiers défavorisés, et

les familles monoparentales. Face à cette réalité, défense plutôt faiblarde du directeur général de la Cnaf, Nicolas Grivel, qui affirme que l'algorithme ne cible « pas forcément les personnes les plus pauvres mais celles dont les revenus varient »... Mais, dans les faits, ces deux catégories recouvrent souvent les mêmes personnes : les précaires.

Grève aux urgences de la Pitié-Salpêtrière : ça paie !

Mardi dernier, l'équipe de jour des urgences de l'hôpital Pitié-Salpêtrière, à Paris, a fait grève pour plus d'effectifs et de moyens. La direction de l'hôpital, qui a commis l'erreur de sous-estimer la colère des employés, n'avait même pas préparé le service minimum ni assigné les agents ! Ceux-ci ont marqué le coup et ils ont eu raison. Après un jour de grève, ils ont obtenu « l'affectation » de plus de personnel aide-soignant et infirmier dans le service, et quelques rustines côté matériel : audits sur le matériel et les besoins, « prêt » de brancards en attendant d'en avoir des neufs, renouvellement d'une imprimante... Bref, un début, et tous restent mobilisés pour contraindre la direction à tenir ses engagements, et remettre le couvert si nécessaire ! Étant donné le ras-le-bol dans tous les services, et d'autres grèves dans des services hospitaliers, comme en réa à l'hôpital Tenon à Paris, ou encore aux cuisines de l'hôpital Paul Guiraud à Villejuif, la colère aurait intérêt à se transformer en un mouvement d'ensemble !

Aide médicale de l'État : on en remet une couche

Après le rejet de la proposition des parlementaires du groupe Les Républicains de supprimer l'Aide médicale de l'État (AME) (la couverture santé des personnes en situation irrégulière), Élisabeth Borne avait annoncé la création d'une mission confiée au républicain Patrick Stefanini et à l'ancien ministre socialiste Claude Evin et chargée de déterminer si « des adaptations » de l'AME sont nécessaires. Ils viennent de répondre par l'affirmative en remettant leur rapport. Un de plus. Car depuis sa création en juillet 1999 l'AME a déjà fait l'objet de modifications en 2002, 2005, 2007, 2008, 2011, 2012 et 2019. D'où le surnom ironique que lui ont donné les ONG du secteur « de milliard le plus scruté de la dépense publique ». En effet si ce milliard d'euros représente moins de 0,5 % du budget de l'Assurance maladie, il est régulièrement attaqué et remis en cause par la droite, notamment dans le cadre de ses campagnes anti-migrants. Et il n'y a aucune raison que cela s'arrête.

Appel à la grève mardi 19 décembre et rassemblement devant l'UCANSS, horaire à préciser...